

Rapport financier

pour la période de neuf mois
close au 30 septembre 2012

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ TRIMESTRIEL (NON AUDITE)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS	PAGE 16
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 35



les matériaux au cœur de la vie™

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 8 novembre 2012 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 septembre 2012. L'examen limité des comptes intérimaires consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier au 30 septembre 2012.

Le rapport d'activité doit être lu en liaison avec les comptes intérimaires consolidés condensés et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 avril 2012 sous le numéro D.12-0315. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 2 « facteurs de risques » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les trois mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.

Le Groupe a mis en place sa nouvelle organisation centrée sur les pays, et il a adapté son information financière en conséquence. Les résultats des opérations sont désormais analysés en premier lieu pays par pays et non plus par ligne de produit, et sont présentés par région.

Depuis juillet 2011, le Groupe a engagé un projet de cession de la majeure partie de sa branche Plâtre et a cédé sur le second semestre 2011 ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie. Conformément aux normes IFRS, la contribution des activités abandonnées de la branche Plâtre au compte de résultat consolidé et au tableau de flux de trésorerie du Groupe apparaît dans des lignes spécifiques pour chacun des exercices présentés jusqu'à la date effective de leur cession. Dans le bilan consolidé du Groupe, l'actif et le passif de la branche Plâtre figurent sur des lignes distinctes uniquement pour les périodes closes en 2012 et le 31 décembre 2011, aucun retraitement n'ayant été effectué pour les périodes antérieures.

1.1 Chiffres clés consolidés

Volumes

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Ciment (MT)	106,3	108,8	-2 %	-1 %	36,6	38,2	-4 %	-3 %
Purs granulats (MT)	141,2	143,6	-2 %	-2 %	57,0	57,5	-1 %	-
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	24,0	25,5	-6 %	-1 %	8,3	8,7	-5 %	-

Chiffre d'affaires

Par zone géographique	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Amérique du Nord	2 551	2 308	11 %	11 %	1 156	1 072	8 %	6 %
Europe occidentale	2 433	2 664	-9 %	-10 %	809	864	-6 %	-9 %
Europe centrale et de l'Est	989	997	-1 %	-2 %	428	436	-2 %	-5 %
Moyen-Orient et Afrique	3 266	3 057	7 %	3 %	1 070	1 020	5 %	-1 %
Amérique Latine	729	673	8 %	11 %	255	239	7 %	11 %
Asie	2 039	1 772	15 %	11 %	675	580	16 %	11 %
Par branche								
Ciment	7 899	7 486	6 %	3 %	2 772	2 664	4 %	-
Granulats et béton	4 040	3 921	3 %	3 %	1 597	1 525	5 %	3 %
Holdings et autres	68	64			24	22		
TOTAL	12 007	11 471	5 %	3 %	4 393	4 211	4 %	1 %

EBITDA

Par zone géographique	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Amérique du Nord	383	291	32 %	21 %	264	233	13 %	7 %
Europe occidentale ⁽¹⁾	438	522	-16 %	-19 %	159	177	-10 %	-13 %
Europe centrale et de l'Est ⁽¹⁾	214	273	-22 %	-20 %	128	155	-17 %	-19 %
Moyen-Orient et Afrique	942	865	9 %	6 %	299	293	2 %	-3 %
Amérique Latine	211	180	17 %	18 %	82	65	26 %	29 %
Asie	406	288	41 %	34 %	139	83	67 %	56 %
Par branche								
Ciment	2 223	2 081	7 %	5 %	865	808	7 %	3 %
Granulats et béton	330	335	-1 %	-8 %	200	191	5 %	-
Holdings et autres	41	3			6	7		
TOTAL ⁽¹⁾	2 594	2 419	7 %	4 %	1 071	1 006	6 %	2 %

- (1) Ces chiffres sont pénalisés par la diminution des ventes de crédits carbone :
 Europe occidentale : produits en baisse de 65 millions d'euros et de 33 millions d'euros sur 9 mois et pour le T3, respectivement
 Europe centrale et de l'Est : produits en baisse de 23 millions d'euros et de 4 millions d'euros sur 9 mois et pour le T3, respectivement
 Ciment et Total Groupe : produits en baisse de 88 millions d'euros et de 37 millions d'euros sur 9 mois et pour le T3, respectivement

Autres chiffres clés

	9 Mois		Variation	3 ^{ème} trimestre		Variation
	2012	2011		2012	2011	
Résultat d'exploitation courant	1 837	1 641	12 %	815	750	9 %
Résultat net, Part du Groupe ⁽¹⁾	332	596	-44 %	319	336	-5 %
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	1,16	2,08	-44 %	1,11	1,17	-5 %
Cash flow libre ⁽³⁾	211	507	-58%	523	640	-18%
Dette nette	12 202	14 262	-14%			

- (1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe
 (2) Le nombre moyen d'actions en circulation s'élevait à 287,1 millions et 286,3 millions depuis le début de l'année 2012 et 2011, respectivement, et à 287,1 millions et 286,8 millions aux troisièmes trimestres 2012 et 2011 respectivement
 (3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

1.2. Analyse des résultats

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, à l'EBITDA, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Faits marquants du Groupe pour les neuf premiers mois de 2012

- Le chiffre d'affaires s'inscrit en hausse à la fois sur le trimestre et depuis le début de l'année, soutenu par des actions sur les prix dans l'ensemble de nos activités en réponse à l'inflation des coûts et par la croissance dans de nombreux pays émergents.
- L'EBITDA et le résultat d'exploitation courant ont significativement progressé sur les deux périodes, malgré le ralentissement enregistré en Europe. Avec une croissance de 16 % sur le trimestre et de 20 % depuis le début de l'année, les activités du Groupe hors Europe ont généré les trois quarts de l'EBITDA.
- La marge brute d'exploitation s'est améliorée de 50 points de base sur les deux périodes à 24,4 % pour le trimestre et 21,6 % depuis le début de l'année. Hors ventes de crédits carbone, elle est en hausse de 130 points de base depuis le début de l'année et de 140 au troisième trimestre.
- Le Groupe a réalisé 290 millions d'euros de réduction des coûts au 30 septembre, dont 120 millions d'euros au troisième trimestre, en ligne avec son objectif de réaliser au moins 400 millions d'euros d'économies en 2012.
- Le résultat net part du Groupe est en baisse en raison des charges de restructuration, de la dépréciation d'actif enregistrée au deuxième trimestre 2012, et d'une base de comparaison défavorable liée à une plus-value enregistrée au troisième trimestre 2011. Hors ces éléments non récurrents, le résultat net part du Groupe est en progression de 14 % depuis le début de l'année.
- L'endettement net a diminué de 2,1 milliards d'euros par rapport à son niveau au 30 septembre 2011 et de 350 millions d'euros sur le trimestre. Le Groupe a sécurisé près de 500 millions d'euros de cessions à ce jour¹, et maintient son objectif de porter ce montant de désinvestissements à 1 milliard d'euros avant la fin de l'année.

Synthèse du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat d'exploitation courant

La tendance haussière du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel observée au premier semestre s'est poursuivie au troisième trimestre, sous l'effet conjugué de la hausse des prix et des économies de coûts.

A 106,3 millions de tonnes (36,6 millions de tonnes au troisième trimestre), les ventes de ciment ont diminué de 4 % en volumes sur le trimestre, et de 2 % depuis le début de l'année, reflétant le ralentissement de la construction en Europe, les conditions météorologiques défavorables qui ont prévalu au troisième trimestre au centre des Etats-Unis et les cessions. Les ventes de granulats ont enregistré un repli de 1 % en volumes sur le trimestre et de 2 % depuis le début de l'année, sous l'effet de la baisse de l'activité de construction en Europe occidentale et en Europe centrale et de l'Est. Les volumes de béton ont diminué de 5 % sur le trimestre et de 6 % depuis le début de l'année en raison de la cession des activités de béton prêt à l'emploi aux Etats-Unis l'an passé. De fait, à taux de change et périmètre constants, les volumes de béton prêt à l'emploi sont restés stables sur le trimestre, et ont enregistré un léger repli sur les neuf premiers mois de 2012.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 4 393 millions d'euros pour le trimestre et 12 007 millions d'euros depuis le début de l'année, a connu une progression de 4 % sur le trimestre et de 5 % depuis le début de l'année, soutenu par les hausses de prix qui ont pu être mises en œuvre en réaction à l'inflation des coûts pour l'ensemble de nos activités, par l'augmentation des volumes de ciment en Amérique Latine et en Asie, et par l'évolution favorable des variations de change.

¹ Dont 117 millions d'euros déjà encaissés à fin septembre, le montant résiduel étant à recevoir avant la fin de l'année.

Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de 1,3 % sur le chiffre d'affaires (-1,7 % au troisième trimestre), traduisant l'effet de la cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis et de nos activités Granulats et Béton au Portugal, en partie compensée par une série d'opérations ciblées réalisées dans les lignes de produits Granulats et Béton dans le but d'optimiser notre portefeuille d'activités. Les variations de change ont eu un impact favorable (3,1 % pour les neuf premiers mois de 2012, et 5,0 % au troisième trimestre 2012), grâce principalement à l'appréciation face à l'euro du dollar US, du dollar canadien, de la livre sterling, du renminbi chinois, du ringgit malais, du peso philippin et de la livre égyptienne, en partie compensée par la dépréciation de la roupie indienne, du rand sud-africain, du real brésilien et du zloty polonais.

L'EBITDA a connu une amélioration de 6 % pour le trimestre et de 7 % depuis le début de l'année. À périmètre et taux de change constants, cette progression ressort à 2 % pour le trimestre et 4 % sur les neuf premiers mois de 2012. Cette amélioration repose notamment sur la progression de l'EBITDA en Asie, en Amérique Latine et en Amérique du Nord. En revanche, l'Europe occidentale ainsi que l'Europe centrale et de l'Est ont enregistré une baisse de leur EBITDA en raison de la diminution de 88 millions d'euros des produits de la vente de crédits carbone depuis le début de l'année par rapport à l'année précédente, et de la conjoncture économique défavorable. Globalement, la contribution des mesures de réduction des coûts s'élève à 290 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, avec des efforts portés sur l'ensemble des leviers identifiés. Les frais administratifs et commerciaux exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires total du Groupe ont atteint 8,9 % pour les neuf premiers mois de 2012, soit une diminution de 100 points de base par rapport à l'année passée.

Le résultat d'exploitation courant a crû de 7 % au total, et de 4 % sur le trimestre, à périmètre et taux de change constants, et en excluant l'impact de l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni à partir du 1^{er} mars 2011 dans le cadre de leur apport prévu à la joint-venture avec Tarmac UK (amortissement réduit de 10 millions d'euros, cf. note 3 des Comptes consolidés intermédiaires condensés).

Analyse des résultats par région

Amérique du Nord

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	9,8	10,2	-4 %	7 %	4,1	4,5	-10 %	-2 %
- Purs granulats (MT)	72,5	70,8	2 %	5 %	31,9	32,2	-1 %	4 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	4,8	5,4	-11 %	9 %	1,9	2,2	-13 %	2 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 551	2 308	11 %	11 %	1 156	1 072	8 %	6 %
EBITDA (millions d'euros)	383	291	32 %	21 %	264	233	13 %	7 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	15,0 %	12,6 %			22,8 %	21,7 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	235	109	116 %	59 %	215	172	25 %	14 %

Après une forte croissance au premier semestre, le chiffre d'affaires a augmenté à un rythme moins soutenu au troisième trimestre dans l'ensemble des activités, à taux de change et périmètre constants.

- **Aux Etats-Unis**, la hausse des prix du ciment a compensé la légère baisse des volumes vendus pour l'ensemble de nos activités, due à une base de comparaison difficile, à l'atonie du marché de la construction civile, et aux conditions météorologiques défavorables.
- **Au Canada**, les volumes vendus sont en croissance pour l'ensemble de nos activités, soutenus notamment par différents grands projets dans l'ouest du pays.

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en augmentation de 11 % au troisième trimestre et de 8 % sur les neuf premiers mois de l'année. La cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis en octobre 2011 a eu un impact défavorable de 9% sur notre chiffre d'affaires sur les neufs premiers mois de l'année, effet compensé par l'appréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 6 % au troisième trimestre et de 11 % depuis le début de l'année grâce à l'amélioration des volumes et à la hausse des prix du ciment aux Etats-Unis.

L'EBITDA s'est inscrit en hausse de 31 millions d'euros au troisième trimestre (et de 92 millions d'euros sur neuf mois), soutenu par la croissance du chiffre d'affaires et les mesures rigoureuses de réduction des coûts.

Europe occidentale

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	12,5	14,2	-11 %	-11 %	4,2	4,9	-12 %	-12 %
- Purs granulats (MT)	38,7	45,5	-15 %	-14 %	12,8	14,5	-12 %	-12 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	7,5	9,0	-17 %	-14 %	2,5	2,6	-9 %	-9 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 433	2 664	-9 %	-10 %	809	864	-6 %	-9 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	438	522	-16 %	-19 %	159	177	-10 %	-13 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	18,0 %	19,6 %			19,7 %	20,5 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾	296	364	-19 %	-25 %	110	129	-15 %	-18 %

(1) Ces chiffres intègrent l'impact de la diminution des produits de la vente de crédits carbone en 2012 par rapport à 2011 : 65 millions d'euros et 33 millions d'euros sur 9 mois et au T3, respectivement

En Europe occidentale, l'activité de construction a baissé les neuf premiers mois de 2012, en raison de l'impact de la crise économique et d'une base de comparaison élevée, le premier trimestre 2011 ayant bénéficié de conditions météorologiques particulièrement favorables.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 6 % sur le trimestre et de 9 % sur les neuf premiers mois de l'année. Les volumes vendus à périmètre constant ont été en recul pour l'ensemble de nos activités, alors que les prix sont restés globalement stables.

- **En France**, la baisse de l'activité de construction s'est trouvée amplifiée par des conditions météorologiques défavorables, ce qui a entraîné un recul des volumes pour l'ensemble de nos trois activités. Sur les neuf premiers mois, les volumes de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi vendus sur le marché domestique ont chuté de 6 %, 10 % et 5 % respectivement.
- **Au Royaume-Uni**, après un premier trimestre relativement stable, les ventes domestiques de ciment ont diminué en volumes en raison des précipitations importantes et du ralentissement de l'activité de construction, et marque ainsi une baisse de 9 % sur les neuf premiers mois de 2012. Les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de 12 % et de 15 % respectivement depuis le début de l'année, après l'achèvement de différents projets routiers, notamment l'A46 et la M25.
- **En Espagne et en Grèce**, dans une conjoncture économique très défavorable, les volumes domestiques de ciment vendus sur les neuf premiers mois de 2012 ont baissé de respectivement 28 % et de 38 % par rapport à l'année passée, avec des tendances relativement similaires sur les trois trimestres.

Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif négligeable sur le chiffre d'affaires, reflétant les effets de la cession de nos activités Granulats et Béton au Portugal, tandis que l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro a eu un effet légèrement positif de 1 % sur les neuf premiers mois (+3 % sur le trimestre). À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit en diminution de 9 % sur le trimestre et de 10 % depuis le début de l'année.

Les mesures rigoureuses de réduction des coûts que nous avons mises en place et une inflation des coûts moins marquée ont permis d'atténuer l'impact de la baisse des volumes et la diminution des produits de la vente de crédits carbone. Les ventes de crédits carbone se sont ainsi élevées à 56 millions d'euros depuis le début de l'année contre 121 millions d'euros au 30 septembre 2011 (11 millions d'euros au troisième trimestre 2012 contre 44 millions d'euros en 2011). Si l'on exclut les ventes de crédits carbone, l'EBITDA s'est inscrit en progression de 6 % à taux de change et périmètre constants au troisième trimestre malgré la baisse des volumes, ce qui traduit les effets positifs de nos mesures de réduction des coûts.

Europe centrale et de l'Est

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	10,4	10,9	-5 %	-7 %	4,5	4,7	-6 %	-8 %
- Pours granulats (MT)	16,6	14,9	11 %	-2 %	7,5	6,6	14 %	2 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,2	1,2	-3 %	7 %	0,5	0,4	16 %	9 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	989	997	-1 %	-2 %	428	436	-2 %	-5 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	214	273	-22 %	-20 %	128	155	-17 %	-19 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	21,6 %	27,4 %			29,9 %	35,6 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾	153	219	-30 %	-26 %	106	136	-22 %	-22 %

(1) Ces chiffres intègrent l'impact de la diminution des produits de la vente de crédits carbone en 2012 par rapport à 2011 : 23 millions d'euros et 4 millions d'euros sur 9 mois et au T3, respectivement

En Europe centrale et de l'Est, le chiffre d'affaires s'est inscrit en diminution de 5 % au troisième trimestre et de 2 % depuis le début de l'année à taux de change et périmètre constants. Cette détérioration est liée à une correction du marché polonais, la contribution de la plupart des autres pays étant positive.

Sur les neuf premiers mois, les effets de périmètre ont eu un impact positif sur le chiffre d'affaires (+3 %), le Groupe ayant renforcé ses positions dans la région en 2011, avec notamment le démarrage de la production de clinker dans notre nouvelle cimenterie en Hongrie, et le renforcement de nos activités Granulats en Russie. Les variations de change ont en revanche eu un impact négatif de 2 % sur le chiffre d'affaires, reflétant la dépréciation de la plupart des devises par rapport à l'euro.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a chuté de 5 % au troisième trimestre et de 2 % depuis le début de l'année, l'évolution favorable des prix n'ayant que partiellement compensé la baisse des volumes vendus de ciment et de granulats. La région a connu des tendances contrastées :

- **En Pologne**, l'activité de la construction s'est ralentie, avec l'achèvement des travaux de construction avant le Championnat d'Europe de football en juin ainsi que la diminution des financements de l'Union européenne. Les volumes vendus de ciment sur le marché domestique ont diminué de 19 % au troisième trimestre et sur les neuf premiers mois de l'exercice, après la forte augmentation de 24 % enregistrée au 30 septembre 2011. Les volumes vendus de granulats se sont également inscrits en retrait, en raison de phénomènes de déstockage chez certains de nos clients et d'une base de comparaison défavorable par rapport à 2011.
- **En Russie**, les marchés ont suivi une orientation positive, mais les volumes de ciment se sont trouvés pénalisés à partir du deuxième trimestre par des niveaux de production limités dans une de nos usines située près de Moscou.
- **La Roumanie** a enregistré des volumes en hausse dans l'ensemble des activités, aussi bien pour le troisième trimestre que depuis le début de l'année.

À taux de change et périmètre constants, l'EBITDA est en diminution sur les deux périodes, l'inflation des coûts énergétiques, la baisse des volumes et la diminution des produits de la vente de crédits carbone annulant les effets des mesures de réduction des coûts. Les ventes de crédits carbone se sont élevées à 13 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012 contre 36 millions d'euros en 2011 (12 millions d'euros au troisième trimestre contre 16 millions d'euros en 2011).

Moyen-Orient et Afrique

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	34,2	35,8	-4 %	-2 % ⁽¹⁾	10,8	11,4	-6 %	-4 % ⁽¹⁾
- Purs granulats (MT)	6,6	6,7	-3 %	-4 %	2,2	2,3	-5 %	-6 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	5,2	4,4	19 %	10 %	1,7	1,6	7 %	7 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	3 266	3 057	7 %	3 %	1 070	1 020	5 %	-1 %
EBITDA (millions d'euros)	942	865	9 %	6 %	299	293	2 %	-3 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	28,8 %	28,3 %			27,9 %	28,7 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	695	635	9 %	6 %	215	216	-	-5 %

(1) domestique uniquement

Les marchés sont restés globalement bien orientés, notamment en Afrique sub-saharienne, soutenus par l'accroissement de la demande de logements et des besoins en infrastructures.

Sur la région, le chiffre d'affaires a crû de 5 % au troisième trimestre et de 7 % depuis le début de l'année. Sur les neuf premiers mois, les variations de périmètre ont eu un impact positif sur le chiffre d'affaires, notamment grâce au développement de nos activités en Irak, tandis que l'impact des variations de change a également été favorable (+3 % sur le chiffre d'affaires).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 1 % sur le trimestre, mais il est en progression de 3 % depuis le début de l'année, sous l'effet de l'évolution positive des prix en réponse à l'inflation, les volumes au sein de la région ayant suivi une évolution plus contrastée.

- **En Algérie**, les ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 15 % au troisième trimestre (9 % depuis le début de l'année), soutenues par le dynamisme du marché.
- **En Egypte**, le chiffre d'affaires total s'est inscrit en hausse sur le troisième trimestre, sous l'effet combiné de la progression de 3% des ventes domestiques de ciment bénéficiant d'une évolution positive des prix, et du développement de nos activités de béton prêt à l'emploi.
- **En Irak**, nos ventes domestiques ont été soutenues par d'importants besoins en logements. Nous avons renforcé notre présence dans le sud du pays avec l'usine de Kerbala, et nous avons développé nos activités de béton prêt à l'emploi. Les ventes domestiques de ciment se sont accrues de 8 % en volumes depuis le début de l'année, les prix moyens étant inférieurs aux niveaux des neuf premiers mois de 2011.
- **Au Kenya**, nos ventes domestiques de ciment ont connu une forte progression de 16 % sur les neuf premiers mois de l'année, soutenues par le dynamisme du marché.
- **Au Maroc**, après la forte progression observée en 2011 et sur la première partie de l'année 2012, les tendances sur le marché de la construction se sont inversées, pesant sur nos volumes domestiques de ciment qui s'inscrivent en baisse sur le trimestre et sur les neuf premiers mois de l'année.
- **Au Nigéria**, la mise en service de notre nouvelle ligne de 2,2 Mt au troisième trimestre 2011 nous a permis de mieux capter la croissance du marché ce qui, conjugué à l'augmentation des prix moyens de vente, s'est traduit par une progression de 44 % de nos ventes domestiques de ciment pour les neuf premiers mois de 2012.
- **En Afrique du Sud**, nos activités ont toutes les trois bénéficié d'un accroissement des volumes et de hausses des prix sur les neuf premiers mois de 2012.

- **En Syrie**, les ventes de ciment en volumes ont été fortement pénalisées au troisième trimestre par la situation actuelle.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est inscrit en baisse de 3 % sur le trimestre, mais en hausse de 6 % depuis le début de l'année, soutenu par la hausse du chiffre d'affaires et la réduction des coûts. Au troisième trimestre, les initiatives de réduction des coûts et l'évolution favorable des prix ont en grande partie absorbé l'effet de la forte inflation des coûts et de la baisse des volumes.

Amérique Latine

	9 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	6,9	6,5	5 %	5 %	2,4	2,3	5 %	5 %
- Purs granulats (MT)	2,1	1,8	20 %	20 %	0,8	0,7	16 %	16 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,8	0,6	25 %	25 %	0,3	0,3	18 %	18 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	729	673	8 %	11 %	255	239	7 %	11 %
EBITDA (millions d'euros)	211	180	17 %	18 %	82	65	26 %	29 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	28,9 %	26,7 %			32,2 %	27,2 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	180	148	22 %	22 %	72	54	33 %	34 %

Les marchés de la construction sont restés dynamiques dans la région, et le chiffre d'affaires a connu une progression de 11 % au troisième trimestre et depuis le début de l'année à périmètre et taux de change constants. Les variations de change ont eu un impact négatif de 3 % sur le chiffre d'affaires.

- **Au Brésil**, le marché de la construction est resté dynamique. Nos ventes de ciment ont connu une progression de 12 % au troisième trimestre et de 11 % depuis le début de l'année, soutenues par les hausses de prix mises en œuvre en réponse à la hausse des coûts, tandis que nos activités Granulats et Béton ont profité d'une série de projets d'infrastructures dans la région de Rio.
- **Le Honduras** a également enregistré une amélioration des ventes de ciment, avec une progression de 10 % sur les neuf premiers mois de l'année.
- **En Equateur**, les ventes domestiques de ciment ont crû de 5 % depuis le début de l'année, soutenues par l'évolution favorable des prix. Toutefois, les niveaux de production ont été temporairement limités au troisième trimestre en raison d'un incident survenu dans la carrière.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a connu une forte progression de 29 % sur le trimestre (18 % depuis le début de l'année), soutenu par la hausse du chiffre d'affaires, et la diminution de l'inflation des coûts conjuguée aux initiatives de réduction des dépenses.

Asie

	9 Mois		Variation	Variation	3 ^{ème} trimestre		Variation	Variation
	2012	2011		à périmètre et taux de change constants	2012	2011		à périmètre et taux de change constants
Volumes								
- Ciment (MT)	32,5	31,2	4 %	4 %	10,6	10,4	3 %	3 %
- Purs granulats (MT)	4,7	3,9	21 %	8 %	1,8	1,2	51 %	30 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	4,5	4,9	-7 %	-3 %	1,4	1,6	-10 %	-1 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 039	1 772	15 %	11 %	675	580	16 %	11 %
EBITDA (millions d'euros)	406	288	41 %	34 %	139	83	67 %	56 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	19,9 %	16,3 %			20,6 %	14,3 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	278	166	67 %	61 %	97	43	126 %	112 %

En Asie, les marchés ont suivi une évolution positive dans la plupart des pays où nous sommes présents, et notre chiffre d'affaires a connu une progression de 11 % à taux de change et périmètre constants au troisième trimestre et depuis le début de l'année. Les variations de change ont eu un effet positif sur le chiffre d'affaires, l'impact des variations de périmètre étant négligeable.

- **En Inde**, en dépit du ralentissement de l'activité à partir du deuxième trimestre du fait de fortes pluies, les ventes domestiques de ciment ont progressé de 25 % sur les neuf premiers mois de l'année, des actions sur les prix ayant été mises en œuvre en réponse à la forte hausse des coûts de transport. Les ventes de béton prêt à l'emploi ont enregistré une légère hausse de 1 %, soutenues par la hausse des prix.
- **En Malaisie**, le dynamisme du marché de la construction, notamment sur le segment des infrastructures, s'est traduit par une bonne orientation des volumes pour l'ensemble de nos activités. Nos ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 15 % au troisième trimestre (+8 % depuis le début de l'année).
- **Aux Philippines**, les ventes domestiques de ciment se sont inscrites en hausse de 11 % au troisième trimestre (+12 % depuis le début de l'année), grâce notamment aux hausses de prix mises en œuvre en réponse à la hausse des coûts.
- **En Chine**, nos ventes de ciment ont été pénalisées par le ralentissement du marché de la construction et une concurrence accrue. Les ventes de ciment en volumes ont progressé de 5 % au troisième trimestre et de 2 % depuis le début de l'année, les prix moyens étant en retrait par rapport aux niveaux de l'an passé.
- **En Indonésie**, nos ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 14 % sur les neuf premiers mois de 2012, sous l'effet de la hausse des prix et de l'accroissement des volumes.
- **En Corée du Sud**, les conditions de marché se sont améliorées et les prix connaissent un rétablissement progressif par rapport à des niveaux historiquement bas ; les ventes domestiques de ciment se sont ainsi inscrites en hausse de 22 % sur les neuf premiers mois de 2012. Les niveaux de production sont toutefois temporairement limités après un glissement de terrain survenu dans notre carrière à la fin du mois d'août.

L'EBITDA a connu une forte amélioration aussi bien sur le trimestre que depuis le début de l'année, soutenu par l'accroissement des volumes et les hausses de prix mises en œuvre dans un contexte de poursuite de l'inflation des coûts.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 30 septembre 2012 et 2011 :

	9 Mois		Variation
	2012	2011	%
EBITDA	2 594	2 419	7%
Amortissements	(757)	(778)	-3%
Résultat d'exploitation courant	1 837	1 641	12%
Plus (moins) values de cession	41	26	58%
Autres produits (charges) d'exploitation	(428)	(116)	
Résultat d'exploitation	1 450	1 551	-7%
Produits (frais) financiers nets	(753)	(649)	16%
dont Charges financières	(872)	(809)	8%
Produits financiers	119	160	-26%
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	11	(10)	
Résultat avant impôts	708	892	-21%
Impôts	(234)	(271)	-14%
Résultat net des activités poursuivies	474	621	-24%
Résultat net des activités abandonnées	8	89	
Résultat net	482	710	-32%
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	332	596	-44%
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	150	114	32%

Le montant des amortissements s'est élevé à 757 millions d'euros contre 778 millions d'euros en 2011, sous l'effet conjugué de l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni et de l'externalisation de certains équipements mobiles de carrières dans le but d'accroître notre flexibilité opérationnelle et de nous permettre de nous concentrer sur nos activités cœur de métier.

Les plus-values de cession se sont élevées à 41 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, contre 26 millions d'euros en 2011. Elles résultent principalement de la plus-value réalisée sur la cession de la majeure partie de notre participation minoritaire dans Lafarge Aso Cement au Japon à notre partenaire Aso Corporation.

Les autres charges d'exploitation reflètent principalement l'impact des pertes de valeur d'actifs, des charges de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 428 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012 contre 116 millions d'euros en 2011. En 2012, le Groupe a enregistré des charges de restructuration pour un total de 164 millions d'euros (dont 16 millions d'euros au troisième trimestre 2012) dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de réduction des coûts. Par ailleurs, la sévérité de la crise économique en Grèce a conduit à la constatation d'une dépréciation de goodwill et d'autres actifs pour un montant total de 200 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. En 2011, les autres charges d'exploitation comprenaient principalement des charges de restructuration et l'amortissement accéléré de certains actifs en Europe occidentale.

Le résultat d'exploitation a diminué de 7 % à 1 450 millions d'euros contre 1 551 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2011, en raison des éléments non récurrents décrits ci-dessus.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, s'élèvent à 753 millions d'euros au 30 septembre 2012, contre 649 millions d'euros en 2011.

Les charges financières au titre de la dette nette enregistrent une légère augmentation à 663 millions d'euros contre 623 millions d'euros, l'impact de la hausse des taux d'intérêt contrebalançant l'effet de la baisse de 1,7 milliard d'euros de l'endettement moyen. La décision de Standard & Poor's et Moody's de réviser à la baisse notre notation de crédit les 17 mars et 8 août 2011 respectivement, a mis en jeu des clauses de « step-up » sur certains de nos emprunts obligataires, entraînant une hausse des taux d'intérêt à payer. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,2 % sur les neuf premiers mois de 2012, contre 5,6 % en 2011.

Les variations de change ont entraîné une perte de 19 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012 (gain de 26 millions d'euros en 2011), liée principalement aux prêts et aux dettes libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de marché de produits de couverture.

Les autres charges financières ont atteint 71 millions d'euros contre 52 millions d'euros en 2011, et incluent principalement des commissions bancaires et l'amortissement des frais d'émission obligataire.

La quote-part dans le résultat des entreprises associées est un gain net de 11 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, contre une perte nette de 10 millions d'euros en 2011, bénéficiant de résultats en hausse sur Unicem (Nigéria) et avec la contribution de la participation de 20% dans Etex Dryco (regroupant les opérations plâtre en Europe et en Amérique Latine).

Les impôts se sont élevés à 234 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012 contre 271 million d'euros en 2011. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 34 %, notamment du fait de la non-déductibilité de la charge de dépréciation du goodwill constatée sur le deuxième trimestre 2012.

Le résultat net des activités poursuivies s'est établi à 474 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 621 millions d'euros sur la période précédente, sous l'effet conjugué de l'amélioration du résultat d'exploitation courant et de l'augmentation des charges non récurrentes.

Le résultat net des activités abandonnées est un gain net de 8 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2012. Il reflète le résultat de nos activités plâtre en Amérique du Nord, qui a bénéficié de tendances plus favorables sur le marché résidentiel, et de hausses de prix sur la période. Sur les neuf premiers mois de 2011, le résultat net des activités en cours de cession s'était élevé à 89 millions d'euros et intégrait le résultat de l'ensemble de nos activités Plâtre à l'exception de celles du Moyen-Orient et Afrique, ainsi qu'un gain net non-récurrent de 48 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe¹ a légèrement baissé, passant de 336 millions d'euros à 319 millions d'euros au troisième trimestre 2012, et s'est inscrit en retrait sur les neuf premiers mois de l'année à 332 millions d'euros (contre 596 millions d'euros en 2011), compte tenu de différents éléments non récurrents. Les neuf premiers mois de 2012 ont ainsi été affectés par les effets d'une dépréciation exceptionnelle d'actifs en Grèce de 200 millions d'euros constatée sur le deuxième trimestre et de charges de restructuration de 164 millions d'euros comptabilisées sur la période en liaison avec le programme de réduction des coûts ; la base de comparaison 2011 avait bénéficié d'un profit net non-récurrent de 48 million d'euros sur l'activité plâtre. Si l'on exclut l'impact net de ces éléments non récurrents, le résultat net part du Groupe est en progression de 14 % sur les neufs premiers mois de l'année, reflétant l'amélioration des résultats opérationnels.

La contribution des participations minoritaires a atteint 150 millions d'euros en 2012, contre 114 millions d'euros en 2011, le troisième trimestre 2011 ayant été affecté par un ajustement rétroactif de la position nette d'impôts différés d'ouverture pour prendre en compte un taux d'imposition entré récemment en vigueur en Égypte.

Le résultat par action de base s'est établi à 1,16 euro sur les neuf premiers mois de 2012, contre 2,08 euros en 2011, reflétant la diminution du résultat net part du Groupe, le nombre moyen de titres étant resté relativement stable.

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont établis à 393 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2012 (723 millions d'euros à fin septembre 2011).

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation ont diminué de 0,3 milliard d'euros, reflétant principalement l'évolution de la variation du besoin en fonds de roulement. Étant donné le niveau déjà très optimisé du besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2011 et l'impact des variations saisonnières sur nos ventes, la variation du besoin en fonds de roulement a augmenté de 0,9 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de 2012, contre une hausse de 0,6 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de 2011. De plus, l'augmentation de l'EBITDA observée sur la période a été absorbée par le paiement de coûts de restructuration non-récurrents, dans le cadre de la mise en œuvre de notre programme de réduction des coûts.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies s'élèvent à 340 millions d'euros (contre 601 millions d'euros au 30 septembre 2012).

Les investissements de maintien ont été contenus à 182 millions d'euros (216 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2011).

¹ Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Les investissements de développement interne ont été fortement réduits à 305 millions d'euros, contre 546 millions d'euros au 30 septembre 2011, dans le cadre de notre stricte maîtrise des dépenses.

En tenant compte des acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle¹, et de la dette acquise, les acquisitions ont eu un impact net de 3 millions d'euros de réduction de notre endettement net (130 millions d'euros au septembre 2011), tenant compte de 60 millions d'euros d'indemnités reçues dans le cadre d'un accord contractuel (voir note 9 aux comptes).

Les cessions de 117 millions d'euros (364 millions d'euros au 30 septembre 2011) comprennent principalement la cession de la majeure partie de notre participation minoritaire dans Lafarge Aso Cement au Japon à notre partenaire Aso Corporation, ainsi que le paiement de la quatrième tranche de la cession de nos activités au Venezuela.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 septembre 2012, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 18 298 millions d'euros (18 201 millions d'euros au 31 décembre 2011) **et l'endettement net à 12 202 millions d'euros** (11 974 millions d'euros au 31 décembre 2011).

L'augmentation de 0,1 milliard d'euros des fonds propres est principalement due au résultat dégagé sur la période (0,5 milliard d'euros) en partie compensé par les dividendes (impact négatif de 0,3 milliard d'euro).

L'endettement net consolidé augmente de 0,2 milliard d'euros. En effet, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation et aux cessions sur les neuf premiers de 2012 ont été plus que contrebalancés par les investissements industriels (0,5 milliard d'euros) et les dividendes versés (0,3 milliard d'euros) durant cette même période. Lafarge a annoncé le 26 septembre 2012 la cession de ses activités Ciment, Granulats et Béton dans le Missouri et l'Oklahoma à la société Eagle Materials pour 446 millions de dollars US. La réalisation définitive de cette opération devrait intervenir d'ici la fin de l'année.

La forte liquidité du Groupe a également été renforcée de 675 millions d'euros, avec l'émission, en juillet 2012, d'emprunts obligataires moyen-terme sans « covenants » financiers et à des taux d'intérêts inférieurs à 6 %.

Perspectives pour 2012

Le Groupe continue d'anticiper une demande de ciment en hausse et maintient son estimation de croissance du marché comprise entre 1 et 4 % en 2012 par rapport à 2011. Les marchés émergents demeurent le principal moteur de croissance de la demande et Lafarge en bénéficiera grâce à la qualité et à la bonne répartition géographique de ses actifs.

Les prix devraient être en hausse sur l'année 2012, et l'inflation des coûts plus modérée qu'en 2011.

Le Groupe maintient son objectif de ramener sa dette à moins de 10 milliards d'euros le plus tôt possible en 2013. Le montant des investissements pour 2013 sera limité initialement à 800 millions d'euros. Des cessions supplémentaires – au delà de l'objectif 2012 annoncé d'un milliard d'euros – pourraient conduire à une révision à la hausse de ce niveau d'investissements.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

¹ Les acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle se sont élevées à 37 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2012 et à 52 millions d'euros en 2011, en excluant les options de vente exercées par des tiers sur la période, et déjà comptabilisées en dette (option de 51 millions d'euros exercée sur le premier trimestre 2011, option de 111 millions d'euros exercée sur le troisième trimestre 2011, et option de 28 millions d'euros exercée sur le deuxième trimestre 2012)

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>					
Produits des activités ordinaires	12 007	11 471	4 393	4 211	15 284
Coût des biens vendus	(9 098)	(8 695)	(3 231)	(3 092)	(11 627)
Frais administratifs et commerciaux	(1 072)	(1 135)	(347)	(369)	(1 478)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 837	1 641	815	750	2 179
Plus- (moins-) values de cession	41	26	(3)	1	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(428)	(116)	(45)	(43)	(541)
Résultat d'exploitation	1 450	1 551	767	708	1 683
Charges financières	(872)	(809)	(281)	(280)	(1 142)
Produits financiers	119	160	36	34	143
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	11	(10)	1	(6)	(8)
Résultat avant impôts	708	892	523	456	676
Impôts	(234)	(271)	(152)	(167)	(432)
Résultat net des activités poursuivies	474	621	371	289	244
Résultat net des activités abandonnées	8	89	11	69	492
Résultat net	482	710	382	358	736
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	332	596	319	336	593
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	150	114	63	22	143
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	1,16	2,08	1,11	1,17	2,07
-résultat par action dilué	1,15	2,08	1,10	1,17	2,06
Dont activités poursuivies					
-résultat par action de base	1,13	1,78	1,07	0,93	0,36
-résultat par action dilué	1,12	1,78	1,06	0,93	0,35
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 073	286 345	287 098	286 766	286 514

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011	2012	2011	2011
Résultat net	482	710	382	358	736
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat					
Gains et pertes actuariels	(243)	(330)	(101)	(331)	(345)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	66	90	28	96	145
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(177)	(240)	(73)	(235)	(200)
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat					
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-
Couverture des flux de trésorerie	4	(2)	3	(2)	1
Ecart de conversion	100	(808)	(339)	441	(400)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1)	1	-	1	2
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	103	(809)	(336)	440	(397)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE, NETS D'IMPÔTS	(74)	(1 049)	(409)	205	(597)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	408	(339)	(27)	563	139
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	253	(381)	(56)	479	(6)
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	155	42	29	84	145

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 243 millions d'euros de pertes actuarielles sur les 9 premiers mois de 2012 en capitaux propres (soit 177 millions d'euros nets d'impôts), liées principalement aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent principalement de l'effet de la diminution des taux d'actualisation partiellement compensé par la diminution du taux d'inflation au Royaume-Uni.

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2012 et le 30 septembre 2012 (taux de clôture) comprend +270 millions d'euros au titre de l'appréciation du dinar algérien, du dollar canadien, du peso philippin, du zloty polonais et de la livre britannique partiellement compensés par -170 millions d'euros au titre notamment de la dépréciation du real brésilien et de la livre syrienne par rapport à l'euro.

Sur le 3^{ème} trimestre, la variation des écarts de conversion s'élève à -339 millions d'euros principalement suite à la dépréciation de la livre égyptienne et du dollar américain par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 septembre		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	30 763	31 278	31 172
Goodwill	12 537	13 134	12 701
Immobilisations incorporelles	629	603	652
Immobilisations corporelles	15 354	15 745	15 542
Participations dans des entreprises associées	479	273	604
Autres actifs financiers	697	718	755
Instruments dérivés	22	63	80
Impôts différés	1 004	696	804
Autres débiteurs	41	46	34
ACTIF COURANT	10 831	10 208	9 547
Stocks et travaux en cours	1 743	1 586	1 531
Clients	2 354	2 229	1 765
Autres débiteurs	828	940	824
Instruments dérivés	104	47	61
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 422	1 958	3 171
Actifs en cours de cession	2 380	3 448	2 195
TOTAL ACTIF	41 594	41 486	40 719
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Capital	1 149	1 149	1 149
Primes	9 693	9 678	9 684
Actions propres	(12)	(17)	(17)
Réserves et résultat consolidés	6 445	6 215	6 219
Autres réserves	(925)	(796)	(751)
Ecart de conversion	(185)	(613)	(280)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	16 165	15 616	16 004
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 133	2 126	2 197
CAPITAUX PROPRES	18 298	17 742	18 201
PASSIF NON COURANT	15 633	17 026	15 260
Impôts différés	956	869	933
Provision avantages du personnel	1 441	1 336	1 295
Provisions	675	591	637
Passifs financiers	12 474	14 116	12 266
Instruments dérivés	12	37	46
Autres créditeurs	75	77	83
PASSIF COURANT	7 663	6 718	7 258
Provision avantages du personnel	168	137	167
Provisions	83	71	125
Fournisseurs	2 001	1 854	1 964
Autres créditeurs	1 666	1 576	1 499
Impôts à payer	133	196	165
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	3 195	2 096	2 940
Instruments dérivés	69	81	34
Passifs liés aux actifs en cours de cession	348	707	364
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	41 594	41 486	40 719

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(millions d'euros)</i>	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011	2012	2011	2011
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	482	710	382	358	736
Résultat net des activités abandonnées	8	89	11	69	492
Résultat net des activités poursuivies	474	621	371	289	244
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des produits ou charges financiers ou des impôts :</i>					
Amortissements des immobilisations	757	778	256	256	1 038
Pertes de valeur des actifs	183	48	13	23	388
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(11)	10	(1)	6	8
(Plus)- et moins- value de cession	(41)	(26)	3	(1)	(45)
(Produits) charges financiers	753	649	245	246	999
Impôts	234	271	152	167	432
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(54)	(4)	(74)	-	(59)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(930)	(648)	(128)	(21)	20
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	1 365	1 699	837	965	3 025
Intérêts reçus/payés	(610)	(624)	(133)	(136)	(944)
Impôts sur les bénéfices payés	(362)	(352)	(109)	(95)	(484)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	393	723	595	734	1 597
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	6	(6)	12	16	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	399	717	607	750	1 619
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(493)	(772)	(180)	(286)	(1 071)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ⁽¹⁾	43	(42)	(5)	(34)	(47)
Investissement dans les entreprises associées	(3)	(4)	(1)	1	(4)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(1)	(3)	1	(1)	(3)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	87	263	24	157	2 084
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	27	(43)	11	(21)	(68)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(340)	(601)	(150)	(184)	891
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(2)	(42)	(1)	(21)	(48)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(342)	(643)	(151)	(205)	843
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	9	11	-	7	18
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	9	-	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(65)	(214)	(3)	(112)	(211)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	21	101	21	105	87
Dividendes versés	(145)	(288)	(145)	(288)	(288)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(124)	(183)	(29)	(42)	(199)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 012	740	723	585	622
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(576)	(1 610)	(239)	(643)	(2 442)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	60	139	71	(134)	(42)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	201	(1 304)	399	(522)	(2 455)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	(3)	40	(3)	26	(74)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	198	(1 264)	396	(496)	(2 529)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros)</i>					
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	254	(1 182)	844	28	33
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	1	(8)	8	21	(100)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(3)	(66)	(41)	29	(56)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 171	3 294	2 619	1 960	3 294
Reclassement Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(1)	(80)	(8)	(80)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	3 422	1 958	3 422	1 958	3 171
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	-	3	-	1	3
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	1	8	-	-	117
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(930)	(648)	(128)	(21)	20
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(209)	(161)	(14)	(18)	(89)
(Augmentation) diminution des clients	(707)	(782)	(135)	(77)	(193)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(64)	(112)	17	(99)	(33)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	6	235	(52)	10	302
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	44	172	56	163	33

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	Actions en circulation <i>(en nombre d'actions)</i>	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres <i>(millions d'euros)</i>
Solde 1er janvier 2011	286 453 779	363 558	1 146	9 640	(26)	5 816	(555)	123	16 144	2 080	18 224
Résultat net						596			596	114	710
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(241)	(736)	(977)	(72)	(1 049)
<i>Résultat global de la période</i>						596	(241)	(736)	(381)	42	(339)
Dividendes						(288)			(288)	(180)	(468)
Augmentation de capital	793 739		3	24					27	25	52
Paiements fondés sur des actions				14					14	-	14
Actions propres		(130 110)			9	(9)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						108			108	157	265
Autres mouvements						(8)			(8)	2	(6)
Solde au 30 septembre 2011	287 247 518	233 448	1 149	9 678	(17)	6 215	(796)	(613)	15 616	2 126	17 742
Solde 1er janvier 2012	287 247 518	233 448	1 149	9 684	(17)	6 219	(751)	(280)	16 004	2 197	18 201
Résultat net						332			332	150	482
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(174)	95	(79)	5	(74)
<i>Résultat global de la période</i>						332	(174)	95	253	155	408
Dividendes						(145)			(145)	(143)	(288)
Augmentation de capital									-	9	9
Augmentation de capital (exercice de stock-options)	7 984		-	-					-	-	-
Paiements fondés sur des actions				9					9	-	9
Actions propres		(75 530)			5	(5)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						42			42	(83)	(41)
Autres mouvements						2			2	(2)	-
Solde au 30 septembre 2012	287 255 502	157 918	1 149	9 693	(12)	6 445	(925)	(185)	16 165	2 133	18 298

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Notes 3.1 et 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 8 novembre 2012.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 septembre 2012 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2012 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2011, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS ci-dessous.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique appliquée aux plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin septembre afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 30 septembre 2012 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011. Comme lors des clôtures précédentes, les différentes hypothèses retenues tiennent compte d'une continuité de la Zone euro.

A titre de rappel, le Groupe a comptabilisé sur le deuxième trimestre une dépréciation totale de 200 millions d'euros sur la Grèce (dont 160 millions d'euros de dépréciation du goodwill, le solde portant principalement sur les créances clients).

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2012

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2011 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2012, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 (page F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 septembre 2012.

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2012.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Nouvelle organisation par pays

En novembre 2011, le Groupe a annoncé un projet de nouvelle organisation faisant suite à la cession de la majeure partie de ses activités Plâtre et à son recentrage sur les activités Ciment, Granulats et Béton. Il a pour objet d'accroître la différenciation de l'offre grâce au développement de produits et de solutions à plus forte valeur ajoutée pour la construction.

Ce projet de nouvelle organisation a été mis en place au cours du premier trimestre 2012 et comprend :

- la mise en place d'une organisation par pays ou groupes de pays, avec des « patrons de pays ou groupes de pays » aux responsabilités étendues à l'ensemble des activités ciment, granulats et béton et qui s'appuieraient sur des fonctions support communes ;
- la réduction d'un niveau hiérarchique, avec pour objectif la suppression de l'échelon régional ;
- la transformation en conséquence de l'organisation et des attributions du Comité exécutif avec notamment la création d'une fonction Performance et d'une fonction Innovation.

Par conséquent, le reporting interne et l'information sectorielle ont été modifiés (voir Note 4) et le goodwill de la région Moyen-Orient et Afrique (1 130 millions d'euros) a été réaffecté aux pays / groupes de pays de cette région au 1^{er} janvier 2012. Cette réallocation est sans incidence sur les résultats des tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2011.

3.2 Activités cédées ou en cours de cession

3.2.1 Opérations de cession de la branche Plâtre

Le Groupe présente depuis septembre 2011 les activités de la branche Plâtre (à l'exclusion des activités en Moyen-Orient et Afrique) comme une « activité abandonnée » tel qu'expliqué dans la Note 3.1.1 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011. Le Groupe a cédé ses activités en Australie en août 2011 et ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie lors du dernier trimestre 2011.

Les participations dont la cession n'est pas effective continuent d'être consolidées et sont présentées sur des lignes distinctes des comptes consolidés. Au 30 septembre 2012, les actifs et passifs en cours de cession de ces participations n'ont pas évolué de manière significative depuis le 30 juin 2012.

Le tableau ci-après présente le résultat net des activités abandonnées :

<i>(millions d'euros sauf indication contraire)</i>	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011	2012	2011	2011
Produits des activités ordinaires	175	1 051	65	338	1 236
Coût des biens vendus	(140)	(867)	(49)	(283)	(1 028)
Frais administratifs et commerciaux	(18)	(122)	(6)	(28)	(133)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres	17	62	10	27	75
Autres produits (charges) d'exploitation (dont plus et (moins) values de cession)	(11)	48	-	50	466
Résultat d'exploitation	6	110	10	77	541
Résultat financier	-	(8)	-	(1)	(6)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	3	-	-	(15)
Résultat avant impôts	6	105	10	76	520
Impôts	2	(16)	1	(7)	(28)
Résultat net des activités abandonnées	8	89	11	69	492
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
Propriétaires de la société mère du Groupe	8	87	11	67	490
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	2	-	2	2
Résultats net par action des activités abandonnées (euros)					
- résultat par action de base	0,03	0,30	0,04	0,24	1,71
- résultat par action dilué	0,03	0,30	0,04	0,24	1,71

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 15 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2012).

3.2.2 Accord entre Lafarge et Anglo American

Les actifs et passifs de Lafarge Cement UK et de Lafarge Aggregates and Concrete UK qui seront apportés à la coentreprise avec Tarmac Quarry Materials ont été présentés depuis le 18 février 2011 comme des actifs en cours de cession (comme expliqué dans la Note 3.1.2 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011). Le 1^{er} mai 2012, la Commission de la Concurrence a approuvé le projet de coentreprise entre Lafarge UK et Tarmac, sous réserve de cessions. Lafarge et Anglo American progressent dans la réalisation de l'opération.

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 50 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2012). Au 30 septembre 2012, les actifs et passifs en cours de cession de Lafarge UK n'ont pas évolué de manière significative depuis le 30 juin 2012.

3.3 Autres événements

Au cours des neuf derniers mois, le Groupe a comptabilisé 164 millions d'euros de charges de restructuration dans le cadre du plan de réduction des coûts. Le montant payé sur la période s'élève à 143 millions d'euros.

Note 4. Information sectorielle

Au 1^{er} janvier 2012, l'organisation par activité a été remplacée par une organisation par pays (voir Note 3.1), les pays ou des groupes de pays devenant les secteurs opérationnels du Groupe. 6 régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

De ce fait, les chiffres comparatifs pour 2011 ont été retraités.

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général⁴ aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

⁴ Principal Décideur Opérationnel

(a) Information par secteur

30 septembre 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	2 497	2 551	1 006	3 373	729	2 109	
Moins : inter-secteur	(64)	-	(17)	(107)	-	(70)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	2 433	2 551	989	3 266	729	2 039	12 007
EBITDA	438	383	214	942	211	406	2 594
Dotation aux amortissements des immobilisations	(142)	(148)	(61)	(247)	(31)	(128)	(757)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	296	235	153	695	180	278	1 837
Plus- (moins-) valeurs de cession	(2)	1	-	-	-	42	41
Autres produits (charges) d'exploitation	(310)	(53)	(23)	(28)	(2)	(12)	(428)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(165)</i>	<i>(3)</i>	<i>(14)</i>	<i>(1)</i>	-	-	<i>(183)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(16)	183	130	667	178	308	1 450
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	101	62	91	90	33	116	493
Capitaux investis	4 129	5 795	2 714	11 996	1 372	4 084	30 090
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	5 275	6 456	2 996	13 180	1 599	5 156	34 662
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>153</i>	<i>20</i>	<i>40</i>	<i>216</i>	<i>41</i>	<i>9</i>	<i>479</i>
Actifs en cours de cession	1 939	441	-	-	-	-	2 380
Actifs non alloués ^(a)							4 552
TOTAL ACTIF							41 594
Passifs sectoriels	1 960	1 824	312	1 106	232	808	6 242
Passifs liés aux actifs en cours de cession	318	30	-	-	-	-	348
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							35 004
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							41 594

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

30 septembre 2011 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	2 720	2 308	1 022	3 136	673	1 851	
Moins : inter-secteur	(56)	-	(25)	(79)	-	(79)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	2 664	2 308	997	3 057	673	1 772	11 471
EBITDA	522	291	273	865	180	288	2 419
Dotation aux amortissements des immobilisations	(158)	(182)	(54)	(230)	(32)	(122)	(778)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	364	109	219	635	148	166	1 641
Plus- (moins-) valeurs de cession	21	1	-	1	-	3	26
Autres produits (charges) d'exploitation	(71)	(8)	(8)	(15)	(3)	(11)	(116)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(43)</i>	<i>-</i>	<i>(3)</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>(1)</i>	<i>(48)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	314	102	211	621	145	158	1 551
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	136	73	112	259	38	154	772
Capitaux investis	4 396	6 234	2 519	12 433	1 367	3 904	30 853
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE							
Actifs sectoriels	5 889	6 738	2 777	13 661	1 554	4 655	35 274
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>31</i>	<i>17</i>	<i>40</i>	<i>110</i>	<i>6</i>	<i>69</i>	<i>273</i>
Actifs en cours de cession	2 530	423	140	-	87	268	3 448
Actifs non alloués ⁽¹⁾							2 764
TOTAL ACTIF							41 486
Passifs sectoriels	2 188	1 497	283	1 016	209	645	5 838
Passifs liés aux actifs en cours de cession	553	26	18	-	11	99	707
Passifs et capitaux propres non alloués ⁽²⁾							34 941
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							41 486

⁽¹⁾ Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

⁽²⁾ Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2011 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	3 547	3 110	1 323	4 200	905	2 510	
Moins : inter-secteur	(70)	-	(30)	(108)	-	(103)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	3 477	3 110	1 293	4 092	905	2 407	15 284
EBITDA	669	431	329	1 131	246	411	3 217
Dotation aux amortissements des immobilisations	(213)	(235)	(73)	(311)	(42)	(164)	(1 038)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	456	196	256	820	204	247	2 179
Plus- (moins-) values de cession	21	27	-	-	(1)	(2)	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(314)	(18)	(15)	(173)	(9)	(12)	(541)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(253)</i>	<i>(7)</i>	<i>(10)</i>	<i>(115)</i>	-	<i>(3)</i>	<i>(388)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	163	205	241	647	194	233	1 683
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	218	93	158	307	56	239	1 071
Capitaux investis	4 432	5 518	2 524	12 037	1 377	4 054	29 942
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	5 610	6 072	2 789	13 421	1 653	4 863	34 408
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>148</i>	<i>18</i>	<i>41</i>	<i>288</i>	<i>37</i>	<i>72</i>	<i>604</i>
Actifs en cours de cession	1 762	433	-	-	-	-	2 195
Actifs non alloués ^(a)							4 116
TOTAL ACTIF							40 719
Passifs sectoriels	1 883	1 685	249	1 125	257	736	5 935
Passifs liés aux actifs en cours de cession	337	27	-	-	-	-	364
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							34 420
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							40 719

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

(b) Information par ligne de produit

(en millions d'euros)	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	31 décembre 2011	30 septembre 2012	30 septembre 2011	31 décembre 2011
Ciment	7 899	7 486	9 975	8 440	7 960	10 622
Granulats & Béton	4 040	3 921	5 227	4 051	3 929	5 238
Autres produits	68	64	82	68	64	82
Eliminations				(552)	(482)	(658)
Total	12 007	11 471	15 284	12 007	11 471	15 284

(c) Information par pays

(millions d'euros)	30 septembre 2012		30 septembre 2011		31 décembre 2011	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *
Europe occidentale	2 433	4 197	2 664	4 525	3 477	4 422
dont :						
France	1 411	2 326	1 488	2 233	1 949	2 349
Royaume-Uni	632	-	653	-	847	-
Amérique du Nord	2 551	5 096	2 308	5 486	3 110	5 145
dont :						
Etats-Unis **	1 001	1 610	1 021	1 975	1 347	1 676
Canada **	1 550	910	1 287	899	1 763	914
Europe centrale et de l'est	989	2 559	997	2 327	1 293	2 465
Moyen Orient et Afrique	3 266	11 837	3 057	12 303	4 092	12 070
dont :						
Egypte	351	2 660	366	2 621	481	2 729
Algérie	431	3 142	387	3 153	518	2 954
Amérique latine	729	1 336	673	1 309	905	1 403
dont :						
Brésil	508	920	478	951	638	993
Asie	2 039	3 974	1 772	3 805	2 407	3 994
Total	12 007	28 999	11 471	29 755	15 284	29 499

* Les actifs non-courants sectoriels regroupent le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des entreprises associées

** Actifs non courants hors goodwill

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action des activités poursuivies pour les périodes closes les 30 septembre 2012 et 2011, et pour le 31 décembre 2011 est présenté ci-dessous :

	9 mois		31 décembre
	2012	2011	2011
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	332	596	593
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	324	509	103
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 073	286 345	286 514
Nombre total d'actions potentielles dilutives	1 128	859	801
Nombre moyen d'actions - dilué	288 201	287 204	287 315
Résultat par action (euros)	1,16	2,08	2,07
Résultat dilué par action (euros)	1,15	2,08	2,06
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	1,13	1,78	0,36
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	1,12	1,78	0,35

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 septembre		31 décembre
	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	12 425	14 035	12 216
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	49	81	50
Passifs financiers, part à plus d'un an	12 474	14 116	12 266
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	3 136	2 055	2 842
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	59	41	98
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 195	2 096	2 940
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	15 561	16 090	15 058
Total options de vente octroyées aux minoritaires	108	122	148
Total passifs financiers	15 669	16 212	15 206

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

	30 septembre		31 décembre
	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros)</i>			
A plus de cinq ans	4 363	5 573	4 869
A plus d'un an et moins de cinq ans	8 062	8 462	7 347
Part à plus d'un an	12 425	14 035	12 216
A plus de six mois et moins d'un an	2 400	473	1 627
A moins de six mois	736	1 582	1 215
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 136	2 055	2 842
Total	15 561	16 090	15 058

Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers". La variation nette de ces passifs est une diminution de 57 millions d'euros au 30 septembre 2012 (une diminution de 326 millions d'euros au 30 septembre 2011 et une diminution de 667 millions d'euros au 31 décembre 2011) et est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an".

La convention de crédit d'un montant initial de 1 850 millions d'euros signée en 2004 pour une période de 5 ans a été modifiée à plusieurs reprises avec succès. Par le dernier avenant du 19 mars 2012, le montant a été réduit à 1 235 millions d'euros et l'échéance étendue au 28 juillet 2015 à hauteur de 1 200 millions d'euros. Cette ligne de crédit syndiquée est assortie d'une option de sortie applicable sur une base individuelle dans l'hypothèse où le ratio dette nette sur EBITDA serait supérieur à 4,75, sans que cela ne soit constitutif d'un cas de défaut et sans impact sur les autres contrats de financement du Groupe.

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 septembre 2012 à 6,1% (5,7% au 30 septembre 2011 et 6,2% au 31 décembre 2011).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps (endettement brut minoré de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) s'établit à 7,1% pour les neuf premiers mois 2012 contre 6,1% pour les neuf premiers mois 2011 et 6,3% pour l'année 2011.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2011.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 30 septembre 2012 à 542 millions d'euros (639 millions d'euros au 30 septembre 2011 et 537 millions d'euros au 31 décembre 2011).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 402 millions d'euros au 30 septembre 2012 (498 millions d'euros au 30 septembre 2011 et 404 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 140 millions d'euros au 30 septembre 2012 (141 millions d'euros au 30 septembre 2011 et 133 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 123 millions d'euros en valeur 30 septembre 2012 (162 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Une partie de ces options est exerçable actuellement pour un montant, en valeur 30 septembre 2012, de 74 millions d'euros. Le solde, soit 49 millions d'euros, est exerçable pour partie à compter de 2014 et pour partie à compter de 2015.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de filiales sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 108 millions d'euros et 148 millions d'euros au 30 septembre 2012 et au 31 décembre 2011, les autres options étant octroyées à des actionnaires de coentreprises.

Le goodwill lié aux options de vente octroyées aux minoritaires avant le 1^{er} janvier 2010, s'élève à 50 millions d'euros et 71 millions d'euros au 30 septembre 2012 et 31 décembre 2011 respectivement.

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté par le Groupe en 2012 au titre de l'exercice 2011 (payé en juillet 2012) ainsi que celui voté en 2011 au titre de l'exercice 2010 (payé en juillet 2011).

(en euros, sauf indication contraire)	2011	2010
Dividende total (en millions d'euros)	145	288
Dividende par action	0,50	1,00
Dividende majoré par action	0,55	1,10

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 décembre 2011	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 septembre 2012
Actifs financiers disponibles à la vente	21	-	-	21
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(29)	2	1	(26)
<i>Valeur brute</i>	(41)	2	2	(37)
<i>Impôt différé</i>	12	-	(1)	11
Gains et pertes actuariels	(743)	(177)	-	(920)
<i>Valeur brute</i>	(1 070)	(243)	-	(1 313)
<i>Impôt différé</i>	327	66	-	393
Total Autres réserves	(751)	(175)	1	(925)
Total Ecarts de conversion	(280)	106	(11)	(185)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(1 031)	(69)	(10)	(1 110)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : À la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent. La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin

2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour Suprême devrait intervenir en 2012.

Dans l'action civile de groupe introduite en parallèle par des tiers estimant avoir subi un dommage du fait de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne, suite aux audiences ayant eu lieu devant le tribunal régional de Düsseldorf, une décision quant à la suite des procédures pourrait intervenir d'ici la fin de l'année.

La provision globale au titre de ces cas s'élève à 24 millions d'euros au 30 septembre 2012.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du « Competition Act, 2002 » relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd est de 4,8 milliards de roupies (67 millions d'euros), sur un montant total de soixante milliards de roupies (830 millions d'euros). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et a introduit un recours en appel devant le « Competition Appeal Tribunal », ainsi qu'une requête visant à sursoir au paiement jusqu'à décision finale. La décision du « Competition Appeal Tribunal », sur cette dernière requête devrait intervenir en décembre 2012. Aucune provision n'a été constituée.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7) : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge a répondu à ses multiples demandes d'informations. En novembre 2011, Lafarge a reçu à la suite de sa dernière réponse une injonction de lever toutes réserves et de fournir à la Commission sous la menace d'une astreinte toutes informations complémentaires nécessaires à la poursuite de son enquête. Lafarge a fourni diligemment lesdites informations et a par ailleurs déposé un recours en annulation contre cette décision d'astreinte pour laquelle nous attendons une date d'audience dans les prochains mois. A noter comme développement que des représentants de la commission européens ont procédé à des investigations chez les associations professionnelles cimentières française, allemande et européenne au cours du troisième trimestre. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'"Office of Fair Trading" (OFT) a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des Granulats, du Ciment et du Béton ("Industrie") en Grande-Bretagne. L'OFT estime avoir des raisons suffisantes de penser que des problèmes de concurrence, liés à la structure du marché, peuvent exister, et considère que l'Industrie présente des caractéristiques susceptibles de limiter l'intensité de la concurrence en Grande-Bretagne. En conséquence, la Commission de la Concurrence va mener une enquête sectorielle approfondie sur l'approvisionnement des produits visés et décider s'il y a lieu à mesures correctives structurelles et/ou comportementales. Nos filiales anglaises continuent à coopérer pleinement avec la Commission de la Concurrence, qui devrait conclure son enquête dans les années à venir (fin 2013 ou début 2014). Nous ne pouvons pas préjuger à ce stade des conséquences potentielles de cette enquête.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire ("Motion for Summary Judgment") à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs. L'audience s'est tenue en octobre 2011, et

une décision a été rendue par la "Federal Court" le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la "Federal Court". Les plaignants ont fait appel de cette décision. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le "Parish of Saint Bernard" devant la "State Court" de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la "Federal Court" saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre "Parish of Saint Bernard".

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à toutes ces actions en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties. Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes au titre de telles réclamations ou cessions.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Par transaction en date du 21 juin 2012 (laquelle a été préalablement approuvée par le Conseil d'administration de Lafarge et sera présentée lors de la prochaine assemblée générale) la société Orascom Construction Industries S.A.E (OCI) s'est engagée à verser à Lafarge 73 millions d'euros (dont 62,5 millions d'euros ont été perçus au 30 juin) pour règlement de l'ensemble des mises en jeu des garanties effectuées par Lafarge depuis l'acquisition en 2008 des activités cimentières de OCI, à l'exception de deux sujets spécifiques pour lesquels des garanties sont maintenues.

Note 10. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture.

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés

Monsieur le Président-Directeur général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lafarge et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1er janvier au 30 septembre 2012, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 novembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé